



---

## **Introduction du principe de la force probante du contrôle au moyen de l'éthylomètre**

### **Résultats de la procédure d'audition**

---

## Table des matières

<b>1. Généralités .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Participants à l'audition.....</b>	<b>3</b>
<b>3. Tableau récapitulatif des réponses recueillies .....</b>	<b>3</b>
<b>4. Aperçu du contenu des avis .....</b>	<b>3</b>
<b>5. Maintien de la possibilité d'effectuer des contrôles au moyen des éthylotests actuels .....</b>	<b>4</b>
<b>6. Contrôles au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve - exigences relatives aux instruments .....</b>	<b>4</b>
<b>7. Modification de l'ordonnance sur la circulation militaire .....</b>	<b>5</b>
<b>8. Consignation du contrôle au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve au procès-verbal .....</b>	<b>5</b>
<b>9. Autres remarques .....</b>	<b>5</b>
<b>Annexe 1 : Tableau récapitulatif du contenu des avis recueillis .....</b>	<b>8</b>
<b>Annexe 2 : Liste des participants à l'audition.....</b>	<b>11</b>
<b>Anhang 3 : Questionnaire .....</b>	<b>21</b>
<b>Annexe 4 : Liste des abréviations des participants à l'audition.....</b>	<b>23</b>

## 1. Généralités

Du 17 novembre 2014 au 17 février 2015, l'Office fédéral des routes (OFROU) a procédé à une audition relative à l'introduction du principe de la force probante du contrôle au moyen de l'éthylomètre. Au total, les projets de modification de trois ordonnances (OCCR<sup>1</sup>, OCM<sup>2</sup>, OOCGR-OFROU<sup>3</sup>) ont été soumis à la discussion pour la mise en œuvre de cette mesure au niveau des ordonnances. Les participants à l'audition ont également reçu les adaptations rédactionnelles de certaines dispositions de l'ordonnance sur les règles de la circulation routière (OCR ; 741.11), de l'ordonnance réglant l'admission à la circulation routière (OAC ; RS 741.51) ainsi que de l'ordonnance sur les moniteurs de conduite (OMCo ; RS 741.522).

## 2. Participants à l'audition

Outre les destinataires consultés systématiquement en vertu de l'art. 4, al. 2, let. a à d, de la loi fédérale sur la procédure de consultation (LCo ; RS 172.061), 50 organisations ont été invitées à s'exprimer. Au total, l'OFROU a recueilli 50 avis ; 23 cantons, deux partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, deux associations faitières des communes, des villes, des régions de montagne ou de l'économie qui œuvrent au niveau national, et 23 autres organisations lui ont rendu réponse.

## 3. Tableau récapitulatif des réponses recueillies

	Participants sollicités	Réponses de participants sollicités	Réponses spontanées	Total des réponses
<b>Cantons</b>	<b>26</b>	<b>23</b>	-	<b>23</b>
<b>Partis</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	-	<b>2</b>
<b>Associations faitières</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	-	<b>2</b>
<b>Autres organisations</b>	<b>50</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>23</b>
<b>Privés</b>	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>42</b>	<b>8</b>	<b>50</b>

## 4. Aperçu du contenu des avis

Un tableau récapitulatif du contenu des avis recueillis figure à l'annexe 1.

<sup>1</sup> Ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OCCR ; RS 741.013)

<sup>2</sup> Ordonnance sur la circulation militaire (OCM ; RS 510.710)

<sup>3</sup> Ordonnance de l'OFROU concernant l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OOCGR-OFROU ; RS 741.013.1)

## **5. Maintien de la possibilité d'effectuer des contrôles au moyen des éthylotests actuels (modification de l'OCCR)**

A l'exception d'une organisation (TCS), tous les participants à l'audition sont favorables à ce que les contrôles continuent d'être effectués au moyen des éthylotests actuels et que leurs résultats puissent être reconnus par voie de signature s'ils se situent dans la fourchette comprise entre 0,25 et 0,39 mg/l (comme jusqu'à présent lorsqu'ils étaient compris entre 0,50 et 0,79 pour mille). Tous les auteurs des avis favorables soulignent que l'utilisation des éthylotests a fait ses preuves pour ces valeurs et qu'elle est simple, efficace et bon marché. Certains font toutefois observer qu'il existe un risque d'erreurs de mesure, raison pour laquelle ils considèrent qu'il est important de maintenir la possibilité d'exiger une prise de sang.

Dans un souci de clarté et de prévention, une faible minorité des participants (SZ, USAM, GastroSuisse) souhaite que les éthylotests continuent d'indiquer les valeurs en pour mille et donc qu'une conversion en taux d'alcool dans le sang soit toujours effectuée.

Seul le TCS s'oppose expressément à ce que les éthylotests soient toujours utilisés en cas de contravention. L'organisation considère que les tests effectués avec ces instruments sont sujets à l'erreur et qu'il conviendrait en fait toujours d'en vérifier les résultats par une prise de sang. Elle estime que les éthylomètres sont bien plus précis et plus fiables, et qu'ils devraient par conséquent constituer le moyen légal d'administrer la preuve en général (c'est-à-dire indépendamment de la quantité d'alcool). Le TCS objecte par ailleurs que le maintien des éthylotests ferait coexister trois procédures distinctes d'administration de la preuve, ce qui pourrait conduire à des malentendus.

Le canton de Fribourg est lui aussi plutôt opposé à la coexistence de trois procédures différentes. Il recommande que cette coexistence ne soit admise que pour une période transitoire.

## **6. Contrôles au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve – exigences relatives aux instruments (modification de l'OCCR)**

Seuls un canton (AG) et deux organisations (pol. luc., FC) s'opposent expressément aux exigences techniques fixées pour les éthylotests. Les autres participants à l'audition y sont en principe favorables et considèrent celles-ci comme une condition importante à l'administration de la preuve. Ils font toutefois part de certaines réserves et craintes.

Plusieurs participants à l'audition (CCCS, bpa, CCDJP, BE, BL, SO, LU, ZH, Mobilité piétonne, PHS, ProV, SCPVS, RCS) émettent principalement des réserves quant aux dimensions et à la maniabilité des instruments. Certains se demandent même s'il sera possible de mettre sur le marché des instruments maniables, en raison de l'exigence suivant laquelle les éthylomètres doivent mesurer le même échantillon d'air expiré au moyen de deux procédures distinctes. Cela serait pourtant indispensable pour que les appareils puissent être transportés dans les véhicules des patrouilles et utilisés sur les lieux des contrôles. Dans le cas contraire, l'augmentation d'efficacité visée dans le sens de la simplification des procédures policières (coûts, dimensions et possibilités d'utilisation des instruments), soit le principal avantage de l'utilisation des éthylomètres, ne pourrait pas être obtenue. Les frais d'acquisition élevés ne se justifieraient alors pas.

Par ailleurs, un canton (BS) et une organisation (SSML) soulignent que la mesure de l'air expiré doit avoir lieu peu après l'événement pertinent du point de vue juridique, étant donné

qu'il est impossible, pour des raisons scientifiques, de procéder à un calcul rétroactif standardisé de la concentration d'alcool dans l'air expiré au moment de l'événement. C'est pourquoi ils proposent de prescrire une prise de sang dans les cas où une période trop longue s'écoulerait entre le contrôle et la mesure de l'air expiré.

Deux cantons (BE, LU) et six organisations (bpa, pol. luc., Mobilité piétonne, PHS, ProV, SSML) souhaitent que la police conserve la possibilité de réaliser une prise de sang à la place du contrôle au moyen de l'éthylomètre dans tous les cas (c'est-à-dire pas seulement dans les cas réglés clairement).

Un canton (AG) s'oppose expressément aux exigences proposées pour les instruments. Il estime que les instruments utilisés devraient indiquer la concentration d'alcool dans l'air expiré à l'issue d'une procédure de mesure simple, y compris pour des valeurs supérieures ou égales à 0,80 pour mille (désormais 0,40 mg/l), tout en soulignant l'importance des vérifications annuelles. Cette condition permettrait de garantir que les instruments utilisés restent maniables et transportables comme auparavant.

Enfin, un canton (BS) est favorable à une prise en compte de la marge d'erreur des mesures des éthylomètres.

## **7. Modification de l'ordonnance sur la circulation militaire (OCM)**

A l'exception de deux organisations (ATE, FC), tous les participants à l'audition (soit 41) qui donnent leur avis sur ce point acceptent les modifications proposées. L'ATE souligne qu'il ne faudrait en aucun cas lever l'interdiction de consommer de l'alcool pour les conducteurs militaires. Quant à la FC, elle ne justifie pas son rejet.

## **8. Consignation du contrôle au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve au procès-verbal (modification de l'OCCCR-OFROU)**

Tous les participants à l'audition saluent la proposition.

## **9. Autres remarques**

### **9.1 Date d'introduction et délai transitoire**

De nombreux participants à l'audition (AG, BE, FR, GL, SG, TG, ZH, UVS, CCCS [acceptation de la date du 1<sup>er</sup> juillet 2016 pour autant que les procédures puissent coexister], CCDJP, SCPVS, asa, CDSVS) demandent que l'entrée en vigueur soit reportée. Les participants qui proposent une date concrète indiquent le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cette requête est justifiée par le fait que la mise en œuvre nécessite davantage de temps : ce sont surtout l'inscription au budget et l'acquisition des éthylomètres qui requerraient plus de temps, mais aussi la formation du personnel et l'adaptation des formulaires. En outre, un changement en milieu d'année compliquerait le relevé statistique (comparaison avant-après). Un canton (AG) préconise une période transitoire durant laquelle l'utilisation des deux unités de mesure devrait être admise.

### **9.2 Uniformité de l'introduction**

Un canton (AG) souhaite que la formation et le perfectionnement dispensés dans les écoles de police soient uniformes. C'est pourquoi il faudrait veiller à l'uniformité des instruments et à leur introduction simultanée dans toute la Suisse.

### 9.3 Droit de la personne contrôlée à un contrôle au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve

Un canton (LU) déplore que les dispositions n'indiquent pas clairement si la personne concernée a droit à la réalisation d'un contrôle au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve ou si la police est autorisée à décider de la procédure applicable. Il estime toutefois que cette question pourrait avoir de l'importance si la personne en question ne reconnaissait pas le résultat d'un éthylotest, qu'aucun éthylomètre n'était disponible et qu'il fallait par conséquent procéder à une prise de sang, bien plus coûteuse. Il faudrait éventuellement compléter les dispositions en conséquence, en précisant que la police peut décider de la procédure à suivre.

### 9.4 Prise de sang en cas de consommation mixte

Plusieurs participants à l'audition (TG, BL, ZH, SCPVS, CCCS, CCDJP, CDSVS) considèrent que les dispositions proposées ne couvrent pas le cas de la consommation mixte (alcool, drogues). C'est pourquoi ils proposent qu'il faille aussi ordonner une prise de sang en présence d'indices qui ne sont pas imputables seulement à l'alcool.

### 9.5 Impossibilité d'effectuer un contrôle au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve

Plusieurs participants à l'audition (BL, TG, ZH, UVS, CCCS, SCPVS, CCDJP, CDSVS) soulignent que le texte proposé « [u]ne prise de sang peut être ordonnée lorsqu'il existe des indices accréditant une incapacité de conduire et qu'il est impossible ou inapproprié de procéder à un contrôle de l'air expiré pour constater l'infraction » n'est pas clair et pourrait entraîner une interprétation restrictive. La formulation devrait par conséquent être adaptée afin de pouvoir englober non seulement l'impossibilité objective, mais aussi l'impossibilité subjective (par ex. refus). De plus, la nouvelle version allemande est jugée trop restrictive (terme « Anzeichen) et devrait être complétée (ajout du terme « Hinweise », qui apparaît dans le droit en vigueur) pour indiquer clairement qu'une prise de sang peut aussi être ordonnée sur la base de témoignages

### 9.6 Droit à une prise de sang

Un canton (LU) est d'avis que la personne contrôlée ne devrait pouvoir exiger une prise de sang que lorsque la valeur affichée par l'éthylotest ou l'éthylomètre est égale ou supérieure à 0,80 pour mille (= 0,40 mg/l), et que ce principe devrait être inscrit dans le texte d'ordonnance. Si la valeur est inférieure à 0,80 pour mille, la police devrait pouvoir décider de la procédure à suivre.

Au contraire, une organisation (GastroSuisse) estime que la personne concernée devrait être autorisée en tout temps à exiger une prise de sang. Cette possibilité devrait être rappelée de manière générale après tout contrôle dont le résultat est positif. Si la personne en question devait renoncer à en faire usage, elle devrait aussi le confirmer par écrit.

### 9.7 Critique d'une procédure en plusieurs étapes

Deux cantons (TG, ZH) et une organisation (SCPVS) craignent qu'une procédure en plusieurs étapes soit suivie en cas de mesures inférieures à 0,40 mg/l. L'exemple ci-après est donné : un éthylomètre doit être utilisé lorsqu'une personne ne reconnaît pas le résultat d'un contrôle avec un éthylotest. Si aucun éthylomètre n'est disponible sur place, il faut se rendre dans un lieu équipé à cet effet. Dans le cas où la personne concernée refuse la mesure dans ce lieu, elle devra aller à l'hôpital pour une prise de sang. Cette procédure en

plusieurs étapes prendrait un temps précieux, durant lequel l'alcool serait éliminé. Cela pourrait entraîner des abus.

#### 9.8 Communication des nouvelles unités de mesure

Plusieurs cantons (AR, GE, NE, TG, ZH) et organisations (UVS, CCCS, CCDJP, SCPVS, CDSVS) craignent que l'indication de la valeur mesurée en mg/l et, partant, la division par deux de la valeur limite pertinente entraînent des incertitudes et des incompréhensions au sein de la population. C'est pourquoi ils exigent que l'OFROU mène des campagnes d'explication et d'information sur ce point dans toute la Suisse.

#### 9.9 Uniformité des temps d'attente

Pour des raisons pratiques, certains participants à l'audition (TG, ZH, SCPVS, CDSVS, UVS) demandent qu'un même temps d'attente de 20 minutes soit prescrit pour les éthylotests et les éthylomètres.

#### 9.10 Reconnaissance écrite aussi en cas de contrôle au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve

Afin de faciliter l'exploitation des preuves, plusieurs organisations (bpa, Mobilité piétonne, PHS, ProV) désirent que les résultats des contrôles au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve doivent aussi être reconnus par écrit.

## Tableau récapitulatif du contenu des avis recueillis

## 1. Modification de l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OCCR ; RS 741.013)

<b>1. Maintien de la possibilité d'effectuer des contrôles au moyen des éthylotests actuels</b>					
Acceptez-vous que des contrôles continuent d'être effectués au moyen des éthylotests actuels et que leurs résultats puissent être reconnus par voie de signature comme jusqu'ici s'ils se situent dans une fourchette comprise entre 0,50 et 0,79 pour mille (désormais 0,25 – 0,39 mg/l) (art. 11 projet OCCR) ?					

<b>OUI (46)</b>					
dont	cantons : 23	partis : 2	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 1	associations faïtières de l'économie : 1	autres : 19

<b>Non (1)</b>					
dont	cantons : 0	partis 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 1

<b>Sans avis / non concerné (2)</b>					
dont	cantons : 0	partis 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 2

Approbation : AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, ZG, ZH, PDC, PSS, UVS, USAM, asa, SCPVS, CCCS, CCDJP, SSML, Addiction suisse, RCS, bpa, ProV, FC, CP, Mobatime, AVJ, pol. luc., Mobilité piétonne, CDSVS, PHS, GastroSuisse, ATE

Rejet : TCS

Sans avis / non concerné : FMH, FER

<b>2. Contrôles au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve</b>					
Acceptez-vous que les appareils doivent répondre aux exigences prévues aux art. 7 ss du projet d'ordonnance du DFJP sur les instruments de mesure d'alcool dans l'air expiré (OIAA ; RS 941.210.4) (art. 11 <sup>bis</sup> , al. 1, projet OCCR) ?					

<b>OUI (41)</b>					
dont	cantons : 21	partis : 2	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 1	associations faïtières de l'économie : 1	autres : 16

<b>Non (3)</b>					
dont	cantons : 1	partis : 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 2

<b>Sans avis / non concerné (5)</b>					
dont	cantons : 1	partis : 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 4

Approbation : AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, ZG, PDC, UVS, USAM, PSS, CCCS, CCDJP, TCS, FMH, SSML, Addiction suisse, RCS, bpa, ProV, Mobatime, AVJ, Mobilité piétonne, CDSVS, PHS, GastroSuisse, ATE

Rejet : AG, pol. luc., FC

Sans avis / non concerné : asa, ZH, SCPVS, CP, FER

**3. Approuvez-vous les propositions de modification de l'ordonnance sur la circulation militaire (OCM ; RS 510.711) ?**

<b>OUI (40)</b>					
dont	cantons : 21	partis : 2	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 1	associations faïtières de l'économie : 1	autres : 15

<b>Non (2)</b>					
dont	cantons : 0	partis : 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 2

<b>Sans avis / non concerné (7)</b>					
dont	cantons : 2	partis : 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 5

Approbation : AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SO, TG, TI, UR, ZG, ZH, PDC, PSS, UVS, USAM, asa, SCPVS, CCCS, CCDJP, Addiction Suisse, RCS, bpa, ProV, TCS, CP, Mobatime, pol. luc., Mobilité piétonne, CDSVS, PHS

Rejet : FC, ATE

Sans avis / non concerné : SZ, VD, SSML, FMH, AVJ, FER, GastroSuisse

## 2. Modification de l'ordonnance de l'OFROU concernant l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OCCCR-OFROU ; RS 741.013.1)

Acceptez-vous que le numéro de série de l'instrument ainsi que la date et l'heure de la mesure soient consignés dans le procès-verbal pour permettre ultérieurement de faire le lien entre le résultat de la mesure et la personne contrôlée (annexe 2 du projet OCCCR-OFROU, ch. 10.1 du procès-verbal)

<b>OUI (47)</b>					
dont	cantons : 23	partis : 2	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 1	associations faïtières de l'économie : 1	autres : 20

<b>Non (0)</b>					
dont	cantons : 0	partis : 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 0

<b>Sans avis / non concerné (2)</b>					
dont	cantons : 0	partis : 0	associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne : 0	associations faïtières de l'économie : 0	autres : 2

Approbation : AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, ZG, ZH, PDC, PSS, UVS, USAM, asa, SCPVS, CCCS, CCDJP, SSML, Addiction Suisse, RCS, bpa, ProV, TCS, FC, CP, Mobatime, AVJ, pol. luc., Mobilité piétonne, CDSVS, PHS, GastroSuisse, ATE

Rejet : –

Sans avis / non concerné : FMH, FER

## Liste der Adressaten / Liste des participants à l'audition / Elenco die destinatari

### 1. Kantone / Cantons / Cantoni

Staatskanzlei des Kantons Zürich	Kaspar Escher-Haus 8090 Zürich <a href="mailto:marianne.lendenmann@sk.zh.ch">marianne.lendenmann@sk.zh.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Bern	Postgasse 68 Postfach 840 3000 Bern 8 <a href="mailto:info@sta.be.ch">info@sta.be.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Bahnhofstrasse 15 6002 Luzern <a href="mailto:staatskanzlei@lu.ch">staatskanzlei@lu.ch</a>
Standeskanzlei des Kantons Uri	Postfach 6460 Altdorf <a href="mailto:ds.la@ur.ch">ds.la@ur.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Schwyz	Postfach 6431 Schwyz <a href="mailto:stk@sz.ch">stk@sz.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Rathaus Postfach 1562 6061 Sarnen <a href="mailto:staatskanzlei@ow.ch">staatskanzlei@ow.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Nidwalden	Dorfplatz Postfach 1246 6371 Stans <a href="mailto:staatskanzlei@nw.ch">staatskanzlei@nw.ch</a>
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Rathaus 8750 Glarus <a href="mailto:staatskanzlei@gl.ch">staatskanzlei@gl.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Zug	Postfach 156 6301 Zug <a href="mailto:Info.Staatskanzlei@zg.ch">Info.Staatskanzlei@zg.ch</a>
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Rue des Chanoines 17 1701 Fribourg <a href="mailto:chancellerie@fr.ch">chancellerie@fr.ch</a> <a href="mailto:relationexterieures@fr.ch">relationexterieures@fr.ch</a>

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Rathaus Barfüssergasse 24 4509 Solothurn <a href="mailto:kanzlei@sk.so.ch">kanzlei@sk.so.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Marktplatz 9 Postfach 4001 Basel <a href="mailto:staatskanzlei@bs.ch">staatskanzlei@bs.ch</a>
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Rathausstrasse 2 4410 Liestal <a href="mailto:landeskanzlei@bl.ch">landeskanzlei@bl.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Beckenstube 7 8200 Schaffhausen <a href="mailto:staatskanzlei@ktsh.ch">staatskanzlei@ktsh.ch</a>
Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden	Regierungsgebäude Postfach 9102 Herisau <a href="mailto:Kantonskanzlei@ar.ch">Kantonskanzlei@ar.ch</a>
Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden	Marktgasse 2 9050 Appenzell <a href="mailto:info@rk.ai.ch">info@rk.ai.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Regierungsgebäude 9001 St. Gallen <a href="mailto:info.sk@sg.ch">info.sk@sg.ch</a>
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Reichsgasse 35 7001 Chur <a href="mailto:info@gr.ch">info@gr.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Regierungsgebäude 5001 Aarau <a href="mailto:staatskanzlei@ag.ch">staatskanzlei@ag.ch</a>
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Regierungsgebäude 8510 Frauenfeld <a href="mailto:staatskanzlei@tg.ch">staatskanzlei@tg.ch</a>
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	Residenza Governativa 6501 Bellinzona <a href="mailto:can-scads@ti.ch">can-scads@ti.ch</a>
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Château cantonal 1014 Lausanne <a href="mailto:info.chancellerie@vd.ch">info.chancellerie@vd.ch</a>

Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Palais du Gouvernement 1950 Sion <a href="mailto:Chancellerie@admin.vs.ch">Chancellerie@admin.vs.ch</a>
Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel	Château 2001 Neuchâtel <a href="mailto:Secretariat.chancellerie@ne.ch">Secretariat.chancellerie@ne.ch</a>
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Case postale 3964 1211 Genève 3 <a href="mailto:service-adm.ce@etat.ge.ch">service-adm.ce@etat.ge.ch</a>
Chancellerie d'Etat du Canton du Jura	Rue du 24-Septembre 2 2800 Delémont <a href="mailto:chancellerie@jura.ch">chancellerie@jura.ch</a>
Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) Conferenza dei Governi cantonali (CdC)	Sekretariat Haus der Kantone Speichergasse 6 Postfach 444 3000 Bern 7 <a href="mailto:mail@kdk.ch">mail@kdk.ch</a>

**2. In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien / Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale / Partiti rappresentanti nell'Assemblea federale**

Bürgerlich-Demokratische Partei BDP Parti bourgeois-démocratique PBD Partito borghese democratico PBD	BDP Schweiz Postfach 119 3000 Bern 6 <a href="mailto:mail@bdp.info">mail@bdp.info</a>
Christlichdemokratische Volkspartei CVP Parti démocrate-chrétien PDC Partito popolare democratico PPD	Postfach 5835 3001 Bern <a href="mailto:info@cvp.ch">info@cvp.ch</a>
Christlich-soziale Partei Obwalden csp-ow	c/o Stefan Keiser Enetriederstrasse 28 6060 Sarnen <a href="mailto:wyrsch.w@bluewin.ch">wyrsch.w@bluewin.ch</a>
Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis	Geschäftsstelle CSPO Postfach 3980 Visp <a href="mailto:info@cspo.ch">info@cspo.ch</a>
Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP Parti évangélique suisse PEV Partito evangelico svizzero PEV	Nägeligasse 9 Postfach 294 3000 Bern 7 <a href="mailto:vernehmlassungen@evppev.ch">vernehmlassungen@evppev.ch</a>
FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR. I Liberali Radicali	Sekretariat Fraktion und Politik Neuengasse 20 Postfach 6136 3001 Bern <a href="mailto:jean-richard@fdp.ch">jean-richard@fdp.ch</a> <a href="mailto:hofer@fdp.ch">hofer@fdp.ch</a>
Grüne Partei der Schweiz GPS Parti écologiste suisse PES Partito ecologista svizzero PES	Waisenhausplatz 21 3011 Bern <a href="mailto:gruene@gruene.ch">gruene@gruene.ch</a>
Grünliberale Partei glp Parti vert'libéral pvl	Postfach 367 3000 Bern 7 <a href="mailto:schweiz@grunliberale.ch">schweiz@grunliberale.ch</a>
Lega dei Ticinesi (Lega)	Lega die Ticinesi casella postale 4562 6904 Lugano <a href="mailto:lorenzo.quadri@mattino.ch">lorenzo.quadri@mattino.ch</a>

Mouvement Citoyens Romand (MCR)	c/o Mouvement Citoyens Genevois (MCG) CP 340 1211 Genève 17 <a href="mailto:info@mcge.ch">info@mcge.ch</a>
Schweizerische Volkspartei SVP Union Démocratique du Centre UDC Unione Democratica di Centro UDC	Postfach 8252 3001 Bern <a href="mailto:info@svp.ch">info@svp.ch</a>
Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS Parti socialiste suisse PSS Partito socialista svizzero PSS	Postfach 7876 3001 Bern <a href="mailto:verena.loembe@spschweiz.ch">verena.loembe@spschweiz.ch</a>

**3. Gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete / Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national / Associazioni mantello nazionali die Comuni, delle città e delle regioni di montagna**

Schweizerischer Gemeindeverband Association des Communes Suisses	Laupenstrasse 35 Postfach 8022 3001 Bern <a href="mailto:verband@chgemeinden.ch">verband@chgemeinden.ch</a>
Schweizerischer Städteverband Union des villes suisses	Monbijoustrasse 8 Postfach 8175 3001 Bern <a href="mailto:info@staedteverband.ch">info@staedteverband.ch</a>
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete Groupement suisse pour les régions de montagne	Postfach 7836 3001 Bern <a href="mailto:info@sab.ch">info@sab.ch</a>

**4. Gesamtschweizerische Dachverbände der Wirtschaft / Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national / Associazioni mantello nazionali dell'economia**

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen Fédération des entreprises suisses Federazione delle imprese svizzere Swiss business federation	Postfach 8032 Zürich <a href="mailto:info@economiesuisse.ch">info@economiesuisse.ch</a> <a href="mailto:bern@economiesuisse.ch">bern@economiesuisse.ch</a>
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV) Union suisse des arts et métiers (USAM) Unione svizzera delle arti e mestieri (USAM)	Postfach 3001 Bern <a href="mailto:info@sgv-usam.ch">info@sgv-usam.ch</a>

Schweizerischer Arbeitgeberverband Union patronale suisse Unione svizzera degli imprenditori	Hegibachstrasse 47 Postfach 8032 Zürich <a href="mailto:verband@arbeitgeber.ch">verband@arbeitgeber.ch</a>
Schweizerischer Bauernverband (SBV) Union suisse des paysans (USP) Unione svizzera die contadini (USC)	Haus der Schweizer Bauern Laurstrasse 10 5200 Brugg <a href="mailto:info@sbv-usp.ch">info@sbv-usp.ch</a>
Schweizerische Bankiervereinigung (SBV) Association suisse des banquiers (ASB) Associazione svizzera dei banchieri (ASB) Swiss Bankers Association	Postfach 4182 4002 Basel <a href="mailto:office@sba.ch">office@sba.ch</a>
Schweizerischer Gewerkschaftsbund (SGB) Union syndicale suisse (USS) Unione sindacale svizzera (USS)	Postfach 3000 Bern 23 <a href="mailto:info@sgb.ch">info@sgb.ch</a>
Kaufmännischer Verband Schweiz (KV Schweiz) Société suisse des employés de commerce (SEC Suisse) Società svizzera degli impiegati di commercio (SIC Svizzera)	Postfach 1853 8027 Zürich <a href="mailto:hansueli.schuetz@kvschweiz.ch">hansueli.schuetz@kvschweiz.ch</a>
Travail.Suisse	Postfach 5775 3001 Bern <a href="mailto:info@travailsuisse.ch">info@travailsuisse.ch</a>

## 5. Übrige / Autres /Altri

Vereinigung der Strassenverkehrsämter asa Association des services des automobiles (asa)	Thunstrasse 9 Postfach 3000 Bern 6 <a href="mailto:info@asa.ch">info@asa.ch</a>
Interkantonale Kommission für den Strassenverkehr IKST Commission intercantonale de la circulation routière (CICR)	IKST-Geschäftsstelle c/o Strassenverkehrsamt des Kantons Aargau Postfach 5001 Aarau <a href="mailto:info@ikst.ch">info@ikst.ch</a>
Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren KKJPD Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)	Haus der Kantone Speichergasse 6 3011 Bern Postfach 3000 Bern 7 <a href="mailto:info@kkjpd.ch">info@kkjpd.ch</a>
Konferenz der kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz KKPKS Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS)	<a href="mailto:kkps@kkjpd.ch">kkps@kkjpd.ch</a>

<p>Verkehrskommission der kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz KKPKS und der Schweizerischen Vereinigung Städtischer Polizeichefs SVSP</p> <p>Commission des transports de la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS) et de la Société des chefs de police des villes de Suisse (SCPVS)</p>	<p><a href="mailto:Marcel.Jann@ur.ch">Marcel.Jann@ur.ch</a></p> <p><a href="mailto:info@koev.ch">info@koev.ch</a></p> <p><a href="mailto:office@gdk-cds.ch">office@gdk-cds.ch</a></p>
<p>Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs KöV</p> <p>Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP)</p>	
<p>Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektoren GDK</p> <p>Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)</p>	
<p>Konferenz der städtischen Sicherheitsdirektoren/innen der Schweiz KSSD</p> <p>Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)</p>	<p>c/o Stadt Zürich</p> <p>Polizeidepartement</p> <p>Bahnhofquai 3</p> <p>Postfach</p> <p>8021 Zürich</p> <p><a href="mailto:info@kspd.net">info@kspd.net</a></p>
<p>Schweizerische Vereinigung Städtischer Polizeichefs SVSP</p> <p>Société des chefs de police des villes de Suisse (SCPVS)</p>	<p>Stadtpolizei</p> <p>Obertor 13</p> <p>8402 Winterthur</p> <p><a href="mailto:info@svsp.info">info@svsp.info</a></p>
<p>Arbeitsgemeinschaft der Chefs der Verkehrspolizeien der Schweiz und des Fürstentums Liechtenstein ACVS</p> <p>Communauté de travail des chefs des polices de la circulation de la Suisse et de la Principauté du Liechtenstein (CCCS)</p>	<p>Sekretariat / Polizei Basel-Landschaft</p> <p>Brühlstrasse 43</p> <p>4415 Lausen</p> <p><a href="mailto:simone.wenk@bl.ch">simone.wenk@bl.ch</a></p>
<p>Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte FMH</p> <p>Fédération des médecins suisses (FMH)</p>	<p>Elfenstrasse 18</p> <p>Postfach 300</p> <p>3000 Bern 15</p> <p><a href="mailto:info@fmh.ch">info@fmh.ch</a></p>
<p>Schweizerische Gesellschaft für Rechtsmedizin SGRM, Sektion Verkehrsmedizin</p> <p>Société Suisse de Médecine Légale (SSML), section Médecine du trafic</p>	<p>Institut für Rechtsmedizin der Universität Zürich</p> <p>Kurvenstrasse 31</p> <p>8006 Zürich</p> <p><a href="mailto:munira.haag@irm.uzh.ch">munira.haag@irm.uzh.ch</a></p>
<p>Sucht Schweiz</p> <p>Addiction Suisse</p>	<p>Addiction Suisse</p> <p>Av. Louis-Ruchonnet 14</p> <p>1003 Lausanne</p> <p><a href="mailto:info@suchtschweiz.ch">info@suchtschweiz.ch</a></p>
<p>Trägerverein Alkohol – am Steuer nie !, Schweiz</p> <p>Service AVJ - au volant jamais !, Suisse</p>	<p>Ottikerstrasse 10</p> <p>8006 Zürich</p> <p><a href="mailto:info@fachstelle-asn.ch">info@fachstelle-asn.ch</a></p>

Blaues Kreuz Schweiz Croix-Bleue suisse	Geschäftsstelle Lindenrain 5 3012 Bern <a href="mailto:info@blaueskreuz.ch">info@blaueskreuz.ch</a>
Fondation Nez rouge	Case postale 2129 2800 Delémont <a href="mailto:fondation@nezrouge.ch">fondation@nezrouge.ch</a>
RoadCross Schweiz RoadCross Suisse	Zweierstrasse 22 8004 Zürich <a href="mailto:info@roadcross.ch">info@roadcross.ch</a>
Schweizerische Beratungsstelle für Unfallverhütung bfu Bureau suisse de prévention des accidents (bpa)	Hodlerstrasse 5a 3011 Bern <a href="mailto:info@bfu.ch">info@bfu.ch</a>
Schweizerischer Fachverband für Sicherheit auf Strassen SISTRA Fédération Professionnelle Suisse pour la Sécurité Routière (SISTRA)	Ringstrasse 1 4603 Olten <a href="mailto:info@sistra.ch">info@sistra.ch</a>
Schweizerischer Verkehrssicherheitsrat VSR Conseil suisse de la sécurité routière (CSR)	Effingerstrasse 8 3011 Bern <a href="mailto:info@vsr.ch">info@vsr.ch</a>
Fonds für Verkehrssicherheit FVS Fonds de sécurité routière (FSR)	Thunstrasse 9 3005 Bern <a href="mailto:info@fvs.ch">info@fvs.ch</a>
Schweizerischer Verband der Strassen- und Verkehrsfachleute VSS Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS)	Sihlquai 255 8005 Zürich <a href="mailto:info@vss.ch">info@vss.ch</a>
Strasseschweiz - Verband des Strassenverkehrs FRS Fédération routière suisse (FRS)	Wölflistrasse 5 Postfach 690 3000 Bern 22 <a href="mailto:info@strasseschweiz.ch">info@strasseschweiz.ch</a>
Schweizerischer Versicherungsverband SSV Association Suisse d'Assurances (ASA)	C.F. Meyer-Strasse 14 Postfach 4288 8022 Zürich <a href="mailto:info@svv.ch">info@svv.ch</a>
Nationaler Garantiefonds Schweiz Fonds national de garantie	Thurgauerstrasse 101 8152 Glattpark (Opfikon) <a href="mailto:nbingf@zurich.ch">nbingf@zurich.ch</a>
Nationales Versicherungsbüro Schweiz NVB Bureau National Suisse d'Assurance (BNA)	Thurgauerstrasse 101 8152 Glattpark (Opfikon) <a href="mailto:nbingf@zurich.ch">nbingf@zurich.ch</a>
Schweizerische Unfallversicherungsanstalt SUVA Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (SUVA)	Fluhmattstrasse 1 6002 Luzern <a href="mailto:medien@suva.ch">medien@suva.ch</a>

Schweizerischer Fahrlehrerverband SFV Association suisse des moniteurs de conduite (ASMC)	Effingerstrasse 8 3011 Bern <a href="mailto:sekretariat@fahrlehrerverband.ch">sekretariat@fahrlehrerverband.ch</a>
Schweizerischer Motorrad-Fahrlehrer-Verband SMFV Association suisse des moniteurs de moto-école (ASMM)	Einschlagweg 71 3400 Burgdorf <a href="mailto:info@smfv.ch">info@smfv.ch</a>
Schweizerischer Auto- und Motorradfahrer-Verband SAM Fédération suisse des automobilistes et motocyclistes (SAM)	Zentralverwaltung Firststrasse 15 8835 Feusisberg <a href="mailto:zv@s-a-m.ch">zv@s-a-m.ch</a>
Les Routiers Suisses LRS	Rue de la Chocolatière 26 1026 Echandens <a href="mailto:dpiras@routiers.ch">dpiras@routiers.ch</a>
Schweizerischer Nutzfahrzeugverband ASTAG Association suisse des transports routiers (ASTAG)	Wölflistrasse 5 3006 Bern <a href="mailto:astag@astag.ch">astag@astag.ch</a>
Schweizerischer Fahrrad- und Motorrad-Gewerbe-Verband SFMGV Union Suisse des Mécaniciens en Cycles et Motos (USMCM)	Entfelderstrasse 11 5000 Aarau <a href="mailto:info@2radschweiz.ch">info@2radschweiz.ch</a>
Schweizerischer Feuerwehrverband SFV Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP)	Morgenstrasse 1 3073 Gümligen <a href="mailto:r.schmidli@swissfire.ch">r.schmidli@swissfire.ch</a>
IG Motorrad CI Motards	Postfach 3005 8021 Zürich <a href="mailto:theodor.klossner@ig-motorrad.ch">theodor.klossner@ig-motorrad.ch</a>
Fédération Motocycliste Suisse FMS	FMS Generalsekretariat Zürcherstrasse 305 8500 Frauenfeld <a href="mailto:sport@swissmoto.org">sport@swissmoto.org</a>
motosuisse	Marktgasse 38 Postfach 496 3000 Bern 7 <a href="mailto:info@motosuisse.ch">info@motosuisse.ch</a>
Pro Velo Schweiz	Birkenweg 61 Postfach 6711 3001 Bern <a href="mailto:info@pro-velo.ch">info@pro-velo.ch</a>
Velokonferenz Schweiz Conférence Vélo Suisse	Rechbergerstr. 1 Postfach 938 2501 Biel/Bienne <a href="mailto:info@velokonferenz.ch">info@velokonferenz.ch</a>

Velosuisse	Marktgasse 38 Postfach 496 3000 Bern 7 <a href="mailto:info@velosuisse.ch">info@velosuisse.ch</a>
Touring Club Schweiz TCS Touring Club Suisse (TCS)	Chemin de Blandonnet 4 1214 Vernier <a href="mailto:verkehrssicherheit@tcs.ch">verkehrssicherheit@tcs.ch</a>
Verkehrsclub der Schweiz VCS Association Transports et Environnement (ATE)	Lagerstrasse 41 Postfach 3360 Herzogenbuchsee <a href="mailto:vcs@verkehrsclub.ch">vcs@verkehrsclub.ch</a>
Automobilclub der Schweiz ACS Automobile Club de Suisse (ACS)	Eigerstrasse 2 3007 Bern <a href="mailto:stefan.holenstein@acs.ch">stefan.holenstein@acs.ch</a>
Verband öffentlicher Verkehr VöV Union des transports publics (UTP)	Dählhölzliweg 12 3000 Bern 6 <a href="mailto:info@voev.ch">info@voev.ch</a>
Konsumentenforum kf Forum des consommateurs	Belpstrasse 11 3007 Bern <a href="mailto:forum@konsum.ch">forum@konsum.ch</a>
Centre Patronal	Kapellenstrasse 14 3001 Bern <a href="mailto:cpbern@centrepatronal.ch">cpbern@centrepatronal.ch</a>
Dräger Suisse SA	Waldeggstrasse 30 3097 Liebefeld <a href="mailto:urs.beerli@draeger.com">urs.beerli@draeger.com</a>
Labtec Services AG	Nordstrasse 9 5612 Villmergen <a href="mailto:beat.luethy@labtec-services">beat.luethy@labtec-services</a>
Multanova AG	Industriepark 11 8610 Uster <a href="mailto:christof-rothen@multanova.ch">christof-rothen@multanova.ch</a>
Mobatime SA	Stettbachstrasse 5 8600 Dübendorf <a href="mailto:pboeni@mobatime.ch">pboeni@mobatime.ch</a>

## Questionnaire

### Auteur de l'avis :

Canton : <input type="checkbox"/>	Association, organisation, autre : <input type="checkbox"/>
Expéditeur :	

### 1. Modification de l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OCCR ; RS 741.013)

<b>1. Maintien de la possibilité d'effectuer des contrôles au moyen des éthylotests actuels</b>		
Acceptez-vous que des contrôles continuent d'être effectués au moyen des éthylotests actuels et que leurs résultats puissent être reconnus par voie de signature comme jusqu'ici s'ils se situent dans une fourchette comprise entre 0,50 et 0,79 pour mille) (désormais 0,25 – 0,39 mg/l) (art. 11 projet OCCR) ?		
<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> sans avis / non concerné
Remarques :		

<b>2. Contrôles au moyen de l'éthylomètre à des fins de preuve</b>		
Acceptez-vous que les appareils doivent répondre aux exigences prévues aux art. 7 ss du projet d'ordonnance du DFJP sur les instruments de mesure d'alcool dans l'air expiré (OIAA ; RS 941.210.4) (art. 11 <sup>bis</sup> , al. 1, projet OCCR) ?		
<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> sans avis / non concerné
Remarques :		

<b>3. Approuvez-vous les propositions de modification de l'ordonnance sur la circulation militaire (OCM ; RS 510.711) ?</b>		
<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> sans avis / non concerné
Remarques :		

### 2. Modification de l'ordonnance de l'OFROU concernant l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière (OCCR-OFROU ; RS 741.013.1)

Acceptez-vous que le numéro de série de l'instrument ainsi que la date et l'heure de la mesure soient consignés dans le procès-verbal pour permettre ultérieurement de faire le lien entre le résultat de la mesure et la personne contrôlée (annexe 2 du projet OCCR-OFROU, ch. 10.1 du procès-verbal) ?		
<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> sans avis / non concerné
Remarques :		

**3. Remarques**

--

## Liste des abréviations des participants à l'audition

### 1. Cantons

AG	Argovie
AI	Appenzell Rhodes-Intérieures
AR	Appenzell Rhodes-Extérieures
BE	Berne
BL	Bâle-Campagne
BS	Bâle-Ville
FR	Fribourg
GE	Genève
GL	Glaris
GR	Grisons
JU	Jura
LU	Lucerne
NE	Neuchâtel
NW	Nidwald
SG	St-Gall
SO	Soleure
SZ	Schwyz
TG	Thurgovie
TI	Tessin
UR	Uri
VD	Vaud
ZG	Zoug
ZH	Zurich

### 2. Partis politiques

PDC	Parti démocrate chrétien
PSS	Parti socialiste suisse

### 3. Associations faitières des communes, des villes, des régions de montagne ainsi que de l'économie

USAM	Union suisse des arts et métiers
UVS	Union des villes suisses

### 4. Autres organisations

asa	Association des services des automobiles
ATE	Association Transports et Environnement
AVJ	Service Au volant jamais
bpa	Bureau suisse de prévention des accidents
CCCS	Communauté de travail des chefs des polices de la circulation de la Suisse et de la Principauté du Liechtenstein
CCDJP	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
CDSV	Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes
CP	Centre Patronal
FC	Forum des consommateurs
FER	Fédération des entreprises romandes
FMH	Fédération des médecins suisses
Mobatime	Mobatime AG

PHS	Santé publique Suisse
Pol. luc.	Police lucernoise
ProV	PRO VELO Suisse
RCS	RoadCross Suisse
SCPVS	Société des chefs de police des villes de Suisse
SSML	Société suisse de médecine légale
SUVA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
TCS	Touring Club Suisse